

Parc national  
du Mercantour

## Décision individuelle N° 2019-207

**Pétitionnaire :** Laboratoire EDYTEM

**Adresse :** CNRS - Université Savoie Mont-Blanc, Pôle Montagne.  
Campus scientifique USMB 73376 - Le Bourget-du-Lac

**Nature de la demande :** travaux, constructions et installations dans le cœur du Parc national (nécessaires à la réalisation de missions scientifiques)

**Intitulé du projet :** étude du permafrost dans les Alpes du Sud

**Localisation :** - barres rocheuses situées entre le Mont Ponset et le Mont Néglier (communes de St-Martin-Vésubie et de Belvédère)

- barres rocheuses situées entre le Grand Capelet et le Basto (communes de Belvédère et Tende)

- barres des Roubines ou barres de Chaufrède en Tinée (communes de St-Etienne-de-Tinée et de St-Dalmas-le-Selvage).

**Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 19 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 17 juin 2019,

**Vu** la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 07 mai 2019 par le laboratoire EDYTEM représenté par Madame MAGNIN Florence, chercheuse,

**Considérant** que la demande porte sur l'installation de capteurs au sein de parois rocheuses, dans le but d'identifier les sites composés en partie de permafrost, de dresser une carte de ces derniers, d'étudier les variations de température et d'analyser les risques d'origine glaciaire et périglaciaire (glissements de terrain, éboulement...)

**Considérant** que l'installation de ces capteurs nécessite le percement des parois rocheuses et leur maintien en place pendant au moins 10 années consécutives,

**Considérant** que les parois rocheuses pré-identifiées correspondent à des habitats d'espèces patrimoniales, dont certaines rares et endémiques,

**Considérant** que les opérations nécessaires à l'installation des capteurs doivent tenir compte de la présence de ces espèces pour ne pas les impacter,

**Considérant** également qu'il convient de ne pas encourager la pratique de l'escalade par des tierces personnes sur les parois équipées en l'absence des scientifiques,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

1.1. Le laboratoire EDYTEM, représenté par Madame MAGNIN Florence, chercheuse est autorisé à installer un équipement temporaire d'escalade ainsi que des capteurs de température sur des parois rocheuses situées dans le cœur du Parc national du Mercantour, dans le but d'étudier le permafrost dans les Alpes du Sud.

1.2. Les localisations autorisées sont les suivantes :

- les barres rocheuses situées entre le Mont Ponset et le Mont Néglier (Vésubie)
- les barres rocheuses situées entre le Grand Capelet et le Basto (Vésubie)
- les barres des Roubines (Tinée)
- les barres de Chaufrière (Tinée)

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. EDYTEM est tenu de prévenir les Services territoriaux concernés du Parc national du Mercantour, de la date de sa venue sur site et de la localisation des parois à équiper, au moins 10 jours ouvrés auparavant.

Contacts :

- Service territorial de la Tinée

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.93.02.42.27

- Service territorial de la Vésubie

chef du S.T : LOUVET Sébastien ([sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr](mailto:sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.93.03.23.15

2.2. La mise en sécurité des parois et la pose des dispositifs d'enregistrement seront réalisées sous le contrôle d'un agent du Parc national du Mercantour de sorte à éviter toute dégradation de station d'espèce patrimoniale.

2.3. Pour la pose des capteurs, l'équipement de la paroi se fera uniquement avec des coinçeurs qui devront impérativement être retirés en fin de chantier.

2.4. Les enregistreurs fixés à l'extérieur des parois seront camouflés d'un revêtement mat de couleur noir ou gris, empêchant tout risque de réverbération du soleil

2.5. En dehors des voies ouvertes à la circulation publique des véhicules terrestres motorisés, l'accès aux sites se fera uniquement par voie pédestre.

2.6. Les données de localisation par GPS des capteurs installés seront transmises aux services territoriaux concernés du Parc national, avant le 21 décembre 2019.



2.7. Les relevés de données seront effectués par les membres du laboratoire EDYTEM ou par des personnes tierces dûment mandatées, désignées en concertation avec l'établissement public du Parc national.

Pour effectuer ces relevés, aucun équipement fixe d'escalade ne devra être installé.

2.8. La totalité des équipements sera démontée et évacuée à échéance de l'autorisation délivrée (*durée : 10 ans*) sauf si renouvellement de celle-ci

2.9. Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une version numérique de ces publications devront être transmises au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, dans un délai de 2 mois compter de leur date de publication.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 28 décembre 2027.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.


### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 juin 2019

Copies :

- service territorial Vésubie
- service territorial Tinée
- service Connaissance et gestion des patrimoines

 Le Directeur-adjoint  
Laurent SCHEYER

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.